

Burundi : Obama impose des sanctions contre quatre hauts responsables

@rib News, 23/11/2015 â€“ Source AFP Le prÃ©sident amÃ©ricain Barack Obama a imposÃ© lundi des sanctions contre quatre hauts responsables burundais, parmi lesquels Alain-Guillaume Bunyoni, ministre de la SÃ©curitÃ© publique et vÃ©ritable numÃ©ro 2 du rÃ©gime, pour leur responsabilitÃ© dans les violences qui secouent ce pays des Grands Lacs. Ces sanctions - restriction de circulation et gel des avoirs - interviennent aprÃ¨s celles annoncÃ©es d'octobre par l'Union europÃ©enne. [Sont visÃ©s par les sanctions amÃ©ricaine, les GÃ©nÃ©raux (photos de gauche Ã droite) Alain-Guillaume Bunyoni, Godefroid Bizimana, Godefroid Niyombare et Cyrille Ndayirukiye]

Elles ne visent pas le peuple burundais mais des individus au sein du gouvernement qui contribuent aux troubles, affaiblissent les institutions dÃ©mocratiques et se rendent coupables d'atteintes aux droits de l'homme, prÃ©cise l'exÃ©cutif amÃ©ricain. La candidature du prÃ©sident Pierre Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mandat, contraire selon les contestataires Ã la Constitution et Ã l'accord d'Arusha ayant mis fin Ã la guerre civile, a plongÃ© au printemps le Burundi dans une crise qui a dÃ©jÃ fait au moins 200 morts. Une brutale rÃ©pression des manifestations et la rÃ©Ã©lection en juillet de M. Nkurunziza ont contribuÃ© Ã l'intensification des violences. L'exÃ©cutif amÃ©ricain Ã©voque des informations multiples et crÃ©dibles faisant d'assassinats ciblÃ©s, d'arrestations arbitraires ou encore de faits de torture perpÃ©trÃ©s par les forces de sÃ©curitÃ©, ainsi que des violences perpÃ©trÃ©es par des milices affiliÃ©es au parti au pouvoir. La Maison Blanche, qui estime que la rhÃ©torique incendiaire de plusieurs responsables gouvernementaux a contribuÃ© Ã un climat de peur et risque d'inciter Ã encore plus de violence, condamne par ailleurs ceux qui, parmi les opposants au gouvernement Nkurunziza, ont recours Ã la violence et contribuent aussi Ã l'instabilitÃ© au Burundi. Le Burundi est au bord du prÃ©cipice, mais il existe une voie pour ses responsables pour trouver une solution politique Ã la crise, a dÃ©clarÃ© Ned Price, porte-parole du Conseil de sÃ©curitÃ© nationale. Parmi les personnes visÃ©es, figure Godefroid Bizimana, directeur gÃ©nÃ©ral adjoint de la police nationale, Ã©galement dans le collimateur de l'UE. Selon Washington, il a dirigÃ© les opÃ©rations de police visant Ã empÃªcher la tenue de manifestations pacifiques d'opposants, en ayant recours Ã un usage disproportionnÃ© de la force. Sont Ã©galement visÃ©es par les sanctions amÃ©ricaines Godefroid Niyombare, ancien chef du service de renseignements et ex-chef d'Ã©tat-major de l'armÃ©e, et Cyrille Ndayirukiye, ex-ministre de la DÃ©fense.